

Plus d'informations sur le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de l'étude participative de santé – bassin de Lacq

Responsabilité, fondement légal et finalité du traitement de données

La participation à l'étude épidémiologique de santé des riverains du bassin industriel de Lacq implique obligatoirement la mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel.

Santé publique France est responsable de ce traitement qui est fondé sur la réalisation d'un intérêt public relatif à la mise en œuvre de la mission de surveillance de la santé conférée à Santé publique France par l'article L. 1413-1 du code de la santé publique. Le règlement général 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données (RGPD), la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la présente étude.

Ipsos est le sous-traitant de Santé publique France et est chargé de collecter les réponses au questionnaire d'enquête.

La présente étude a reçu l'avis favorable du Comité d'éthique et scientifique pour les recherches, les études et les évaluations dans le domaine de la Santé (CESREES) en date du 23/12/2022 et d'une autorisation (Délibération DR-2023-046) accordée par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) en date du 11/05/2023.

Données traitées

Les personnes concernées par le traitement sont :

- les riverains majeurs affiliés au régime général ou au régime agricole, tirés au sort par la caisse d'affiliation, et dont la résidence principale se situe dans la zone d'étude depuis plus de 6 mois.
- et pour les riverains majeurs acceptant de participer, un de leur enfant.

L'étude s'appuie pour sa mise en œuvre sur les données suivantes :

- ⇒ Données de contact : nom, prénoms, adresse postale, adresse e-mail et numéro de téléphone transmis par les caisses d'assurance maladie ainsi que, le cas échéant, le prénom de l'enfant tiré au sort. Le prestataire Ipsos est le seul destinataire des données d'identification. Ces données seront conservées par Ipsos pendant la durée de la collecte puis détruites ;
- ⇒ Données de questionnaire: il s'agit des données pseudonymisées (données qui ne comprennent pas d'informations directement identifiantes telles que les nom, prénoms, numéro de sécurité sociale (NIR)) issues des réponses des riverains enquêtés relatives à la composition du foyer, à l'activité professionnelle, à la santé perçue, à la qualité de vie liée à la santé, aux expositions perçues (...). Les Données de questionnaire sont transmises par Ipsos à Santé publique France qui les conservera jusqu'à deux ans après la dernière publication scientifique (fin de la conservation prévue pour 2028).
- ⇒ Données de redressement : Données également pseudonymisées transmises par les caisses à Santé publique France et relatives aux caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble des riverains majeurs tirés au sort ayant accepté de participer à l'étude ou non : âge, sexe, commune, bénéficiaire C2S et présence/absence ALD. Ces données permettent de produire des résultats à partir de l'échantillon des participants, extrapolables à l'ensemble de la population de la zone d'étude. Elles sont nécessaires à la qualité des résultats de l'étude. Les Données de redressement seront détruites une fois les résultats produits.

Les résultats de l'étude

Les résultats de cette étude seront publics ; l'ensemble des résultats de la présente étude seront publiés sous forme d'un rapport institutionnel de Santé publique France accessible par tous sur le site Internet de l'agence. Ils seront diffusés dans des revues scientifiques, dans des congrès et dans la presse.

Les données vous concernant seront rendues totalement anonymes de sorte qu'il sera impossible de vous identifier. Aucune information personnelle ne sera diffusée, ni votre nom, ni votre prénom, ni votre date de naissance.

Vos droits.

▪ Refus de participer à l'étude

Vous êtes libre de participer ou non à cette étude. Si vous ne souhaitez pas être contacté ou relancé pour participer à cette étude, vous pouvez exprimer ce refus :

- En contactant la hotline
- Auprès de l'enquêteur qui vous contactera par téléphone ou, pourra se rendre, à votre domicile s'il n'a pas réussi à vous joindre par téléphone

Le refus de participer entraînera la fin des sollicitations par notre prestataire Ipsos. Les Données de contact sont supprimées mais les Données de redressement seront conservées.

- **Opposition, accès, rectification, suppression, limitation des données vous concernant utilisées pour l'étude (Données de contact, Données de questionnaire, Données de redressement) et, le cas échéant des Données relatives à votre enfant (Données de contact et Données de questionnaire)**

Vous disposez de plusieurs droits sur les données vous concernant utilisées pour l'étude.

Vous pouvez en effet vous opposer à l'utilisation de ces données, en demander l'accès, la rectification, l'effacement ou la limitation :

- Le droit d'opposition vous permet, si vous ne souhaitez pas que les données vous concernant servent à l'étude (que ce soit les Données de contact, Données de questionnaire ou les Données de redressement), de vous opposer à l'utilisation de ces données. Cette opposition empêche toute utilisation ou conservation de ces données. Ainsi, l'exercice de ce droit entraînera la suppression des données de contact, des Données de questionnaire et des données à caractère personnel de redressement qui vous concernent;
- Le droit d'accès vous permet de demander à consulter les données vous concernant et à en obtenir une copie ;
- Le droit de rectification vous permet de demander de faire corriger les données vous concernant si vous constatez qu'elles contiennent une erreur ;
- Le droit à l'effacement vous permet de demander que les données vous concernant soient effacées.

En parallèle du traitement de votre demande de rectification ou de votre demande d'opposition par exemple, vous pouvez demander à limiter l'utilisation des données vous concernant, ce qui empêche temporairement leur inclusion dans l'étude.

Vous disposez des mêmes droits sur les Données concernant votre enfant si vous avez accepté de transmettre des informations le concernant.

Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, de suppression, de limitation ou d'opposition, auprès du service d'Ipsos en charge de l'enquête (le temps de la conservation des données d'identification) à : dpo.france@ipsos.com ou par courrier: Ipsos France, À l'attention du Data Protection Officer, 35, rue du Val de Marne, 75 013 Paris.

La mise en œuvre des droits accès et de rectification, nécessitera la transmission d'un document officiel attestant de votre identité. Le droit de rectification des données sera mis en œuvre en lien avec les sources de données concernées (caisses d'assurance maladie). S'agissant des données des personnes mineures, seuls les titulaires de l'autorité parentale peuvent exercer ces droits.

Ces droits sont exerçables jusqu'à la destruction des données de contact par Ipsos.

Contact délégué à la protection des données

Pour toute information sur le traitement de vos données par santé publique France, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données de cette agence : dpo@santepubliquefrance.fr ou par courrier: Santé publique France, délégué à la protection des données, 12 rue du Val d'Osne, 94415 Saint Maurice Cedex

Réclamation auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL)

Si vous estimez que les droits sur vos données ne sont pas respectés par Santé publique France, il vous est possible de saisir la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) pour faire une réclamation (<https://www.cnil.fr>).